

# Les sondages d'opinion et les statistiques fiables, piliers fondamentaux de la communication gouvernementale

Contribuant fortement à la vitalité démocratique d'un pays en tant que message à transmettre ou à recueillir des populations, l'information est à la démocratie ce que la sève est à l'arbre.

Elle constitue, en cela, toute la substance de la communication qui doit sous-tendre les rapports de gouvernance entre un Etat et son peuple de par sa double fonction économique et politique. Aussi, importe-t-il aux gouvernements de s'inspirer de la théorie de Jean Jacques Rousseau sur la nature de ces rapports.

« Les dépositaires de la puissance exécutive ne sont pas les maîtres du peuple mais des officiers, qu'il peut les établir et les destituer quand il lui plaît, qu'il n'est point question pour eux de contracter mais d'obéir, et qu'en se chargeant des fonctions que l'Etat leur impose ils ne font que remplir leur devoir de citoyens, sans en avoir aucune sorte le droit de disputer sur les conditions ».

Cette citation renseigne à suffisance sur la nature des relations qui doivent exister entre les gouvernants et les gouvernés, qu'ils ont le devoir d'informer et de rendre compte. Ce qui, à l'inverse, donne aux seconds le droit d'exiger des comptes des premiers. Ainsi, la citation de Rousseau fait de la communication un outil qu'il revient à nos gouvernants d'instituer comme un moyen de gouvernance étatique; un outil dont aucun des gouvernements qui se sont succédé jusqu'ici n'a réussi à faire un bon usage.

C'est, certainement, imprégné de cette maxime de Jean Jacques Rousseau et, par ailleurs, conscient qu'un second mandat serait forcément tributaire de ses résultats socio-économiques, que le Président Macky Sall s'est finalement résolu à inviter ses partisans à « accompagner le Gouvernement en s'investissant dans l'explication et la vulgarisation des politiques de développement du pays, notamment le Plan Sénégal Emergent et l'Acte III de la décentralisation ». Cette invite a été faite à l'occasion de l'une de ses dernières sorties médiatiques (source APS). Dans cette optique, le Président Macky Sall dit n'avoir comme adversaires ni Maître Abdoulaye Wade encore moins Idrissa Seck mais la demande sociale. La réponse des partisans du camp présidentiel ne s'est pas fait attendre. Malheureusement, en lieu et place de campagnes d'explications, fort attendues par les populations, on a eu droit à des sorties médiatiques de cadres et militants du parti

présidentiel (APR), inondant la presse d'articles laudatifs à l'endroit de leur mentor, se contentant de ressasser les mesures sociales relatives à la couverture maladie universelle (CMU) et à la Bourse familiale dont l'efficacité et la pertinence restent à démontrer. Avec ces sorties, on a parfois l'impression que ces hommes politiques se parlent entre eux plutôt qu'aux populations. Le plus cocasse dans tout cela, réside dans le fait que certains ministres ne trouvent aucune gêne à remercier publiquement le Chef de l'Etat, pour les moyens qu'il met à leur disposition dans l'exercice de leur fonction. Or, le fait d'apprécier les actions du Chef de l'Etat et, subéquemment, le remercier, si besoin en est, revient au peuple. Ces confusions de genres sont dangereuses et ont tendance à braquer les populations plutôt qu'à obtenir leur adhésion. Devrions-nous nous attendre à mieux que ce que nous servent ces cadres Apéristes dans un contexte où la disponibilité de statistiques fiables dans les délais requis fait défaut ? La polémique enregistrée dernièrement sur les chiffres de la croissance entre le Ministère de l'Economie et sa structure compétente en la matière en est une illustration. Qui plus est, l'interdiction de sondages d'opinion les privant du "feedback" des populations sur les actions du gouvernement est de mise. Les ambitions que nourrit le président de la République pour le pays et son empathie envers les populations ne sont plus à démontrer. L'important n'est plus de commérer mais plutôt d'informer sur l'impact des mesures et réformes qui ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des citoyens, avec chiffres et faits à l'appui. Toute autre chose rimerait avec illusionnisme. Le pire ennemi d'un pouvoir, c'est l'autoglorification et le manque d'humilité souvent charriés par l'oubli de la source, de son origine et de la souveraineté populaire. La gouvernance vertueuse et sobre chère au Président de la République, condition sine qua non pour la réussite de PSE, ne saurait s'aliéner l'obligation de produire des statistiques fiables dans les délais requis ainsi que la pratique de sondages d'opinions, deux piliers fondamentaux pour une bonne communication.

La production et la publication de statistiques fiables, un support indispensable pour une bonne communication gouvernementale.

Durant les années 80, les pays africains ont beaucoup souffert des conditionnalités

exigées par les institutions de Bretton Woods pour le financement de leur économie. Entre autres conditionnalités, l'on pouvait noter la fourniture de statistiques fiables dans les délais requis, permettant d'apprécier le niveau réel des économies de ces pays. Trente années après, cette situation ne semble pas être dépassée. Or, la tenue de statistiques fiables, au-delà de l'exigence des bailleurs de fonds, permet à l'Etat de disposer d'éléments d'informations permettant la connaissance de la situation économique du pays à travers le calcul de certains indicateurs comme la production nationale, le PIB, la croissance etc. La production et la publication à temps de statistiques fiables est un impératif pour une économie orientée vers l'émergence. La garantie de la fiabilité des données statistiques suppose un niveau d'imprégnation des préposés à leur collecte et exploitation, des enjeux y relatifs. Ce qui ne semble pas être le cas eu égard

à l'absence de célérité et de rigueur qui caractérise le traitement réservé aux questionnaires de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) adressés aux entreprises du secteur privé pour la fourniture des données statistiques aux fins des calculs précités. Manifestement, il y a une certaine méfiance qui frise parfois la défiance entre cette agence de veille économique et les opérateurs économiques qui la perçoivent comme un instrument d'inquisition susceptible d'influencer l'application de mesures fiscales redoutées. Il y a lieu de fiabiliser tout ce processus, depuis la collecte jusqu'à l'exploitation des données statistiques, par des séances de sensibilisation du secteur privé. Ainsi les opérateurs seraient suffisamment édifiés sur l'importance des actes qu'ils seraient amenés à poser dans la construction de certains paramètres économiques indispensables à l'exercice de la communication gouvernementale

pour une bonne conduite du PSE. Cette exigence de rigueur dans la manière de communiquer doit être poursuivie dans tous les domaines de l'activité économique et sociale, plus particulièrement dans la gestion de la courbe du chômage des jeunes.

D'ailleurs, concernant ce volet, il faudrait que notre pays arrive à s'inspirer du modèle français qui n'offre aucune possibilité de contestation ni de la part de l'opposition ni du pouvoir. Ce n'est qu'avec une telle démarche que le peuple arrivera à mesurer l'effort du gouvernement, face à un problème aussi sensible que difficile qu'est le chômage des jeunes et à sanctionner en parfaite connaissance de la réalité.

(A suivre)

Mamadou FAYE  
Hamo / Sat-Urbain

## LE POINT DE VUE DE CHEIKH NGAIDO BA Le leadership mondial du Président Macky Sall confirmé

« Le quinzième sommet de la Francophonie de Dakar des 29 et 30 novembre 2014, marque un tournant décisif dans la vie de l'Organisation internationale de la Francophonie, au regard des décisions importantes adoptées pour les défis politiques et économiques avec l'accent particulier sur la paix, la sécurité et les droits humains » a déclaré le Président Macky Sall à l'issue du sommet historique de Dakar.

C'est vrai, en insistant sur le renforcement de la dimension économique de la francophonie, essentielle dans un esprit de partenariat solidaire et complémentaire, le président Macky Sall a eu la grande idée, au lendemain de la dâture officielle du quinzième sommet des chefs d'Etat et de gouvernements francophones, d'organiser, les 1er et 2 décembre 2014, le premier forum économique francophonien sanctionné par un éclatant succès après la totale réussite du sommet de la Francophonie.

« En ma qualité de Président de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie, j'accorderai une

place primordiale aux femmes et aux jeunes dans la mise en œuvre des cadres stratégiques d'intervention de notre organisation, pour mieux asseoir le développement durable » a notamment dit le présent Macky Sall.

Exprimant toute la disponibilité de la République du Sénégal d'accompagner Madame Michaille Jean, la nouvelle secrétaire générale de l'OIF, tout en lui adressant ses chaleureuses félicitations, le président Macky Sall a aussi rendu un vibrant et émouvant hommage au secrétaire général sortant de l'OIF, le président Abdou Diouf.

« Devant toute la communauté francophone et le peuple sénégalais que vous avez tant servis, en reconnaissance de votre immense œuvre, je donne votre nom à ce magnifique centre international de conférences qui s'appellera désormais, centre international de conférences Abdou DIOUF (CICAD) ».

Magnifique joyau architectural, le centre international de conférences Abdou Diouf est la première réalisation concrète, inaugurée, du Plan Sénégal émergent - P.S.E — parmi ses vingt-sept projets

phases. Il a un coût, certes, mais surtout n'a pas de prix et, de ce point de vue, mon désaccord est total avec l'article du brillant éditorialiste Mamadou Oumar Ndiaye paru dans le n° 48 du Témoin Quotidien du 28 novembre 2014, à la veille de l'ouverture du sommet.

« On sait que rien que pour la construction du joyau qu'est le centre international de conférences de Diamniadio, la facture s'est élevée à plus de 50 milliards ... quant aux dépenses d'organisation proprement dites, elles peuvent être raisonnablement évaluées à 10 milliards au bas mot ... L'addition risque d'être plus que salée pour le Trésor public donc le contribuable sénégalais » écrit dans cet édito le PDG du groupe G.M.C, éditeur du quotidien Le Témoin.

Non, Monsieur le PDG, je ne suis pas d'accord avec vous puisque, pendant au moins une bonne semaine, le Sénégal a été au centre du monde, tous les médias internationaux tous supports confondus ayant vécu la destination Sénégal.

La crédibilité de l'Etat et le prestige du pays n'ont donc pas de prix, mais peuvent et doivent coûter plus de 100 milliards.

D'autre part, à votre bonne question, « à quoi sert encore la francophonie ? », le Président Macky Sall donne une excellente réponse.

« L'avenir de la francophonie se jouera aussi sur le terrain de l'économie. L'espace francophone, c'est aussi une langue en partage qui facilite le contact avec les hommes d'affaires, la communication et les échanges, cet espace, surtout en Afrique francophone, a une tradition juridique comme l'OHADA et des marchés intégrés, l'UEMOA, la CEMAC, etc., ces forces économiques francophones doivent prospérer dans le commerce, les échanges et l'investissement. Nous sommes dans un monde de compétition où la concurrence constitue l'une des règles d'or et l'investissement n'a pas de nationalité, ce qui compte le plus c'est d'être dans une véritable logique du « gagnant - gagnant ».

Ces pertinents propos du président Macky Sall ont été tenus à l'ouverture des travaux du premier forum économique francophone, une grande œuvre du Président Macky Sall qui confirme son leadership mondial et est en passe de réussir son mandat.

Cheikh Ngaido BA

**le TEMOIN**  
QUOTIDIEN

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

A retourner sous pli à : Le Témoin Cerf - Volant - Lot n°11 BP: 384 Dakar R.P  
Tél: +221 33 824 32 22 - 77 503 88 28 - Fax: +221 33 824 32 20

**OUI** je désire m'abonner au Témoin pour

1 an à 25.000 Frs CFA

soutien à partir de 50.000 Frs CFA

Je commande ..... exemplaire(s), soit un montant de ..... CFA

Début d'abonnement : ..... Fin d'abonnement: .....

Veuillez trouver ci joint mon règlement à l'ordre du Témoin d'un montant

de .....

(Veuillez préciser en chiffres et en lettres la somme à payer)

Je règle  
Par chèque bancaire ou  
Par espèces à l'ordre du Témoin

**MES COORDONNEES**

STRUCTURE ..... CODE POSTALE .....  
ADRESSE ..... RUE ..... VILLE .....  
TEL ..... FAX ..... Email .....

DATE

SIGNATURE ET CACHET